

TCHAD	Résultats de l'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle	Valable : du 01/10/2025 au 31/08/2026 Créé le : 25/11/2025
Principaux résultats pour les zones touchées par l'IAN.	Résumé narratif du contexte, des causes et des principaux résultats de la sécurité alimentaire La production céréalière prévisionnelle pour la campagne agricole 2025/2026 est estimée à 2 976 782 tonnes, contre 2 709 156 tonnes en 2024 et une moyenne quinquennale de 2 730 758 tonnes. Cette performance représente une hausse de 9,9 % par rapport à l'année précédente et de 9,0 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette progression globale est essentiellement imputable à la zone sahélienne, où le démarrage de la campagne a été normal dans la majorité des provinces, favorisant une bonne installation des cultures et un développement végétatif satisfaisant. En revanche, la zone soudanienne a connu un démarrage tardif de la saison des pluies, accompagné d'une répartition spatio-temporelle irrégulière des précipitations, ce qui a entraîné des baisses de rendement dans plusieurs provinces. La situation pastorale est globalement bonne dans l'ensemble du territoire. Les conditions pluviométriques favorables entre juillet et août ont permis une progression significative du front de végétation dans la zone agro-pastorale. La comparaison de la productivité de la végétation en fin août par rapport à la moyenne saisonnière (2014-2024) et à l'année précédente une situation marquée par des zones à dynamique favorable dans les départements de Kabbia (province de Mayo Kébbi Est), Mayo-dallah (province de Mayo Kébbi Ouest), département du Mont de Lam (province de Logone Oriental), la province de Logone occidentale et une partie de la zone sahélienne. Cette tendance favorable s'explique par des conditions agro-climatiques propices, notamment une pluviométrie bien répartie et suffisamment abondante depuis le début du mois de juillet. Mais on observe aussi des déficits de production de la biomasse dans le bassin du Lac-Tchad, dans les provinces du Kanem, de l'Ennedi Est et Ouest et du Wadi Fira due aux séquences sèches observées au courant de juillet dans cette localité. La situation zoo-sanitaire est relativement calme, bien que des cas sporadiques de maladies aient été signalés dans certaines provinces du pays. En outre, plusieurs cas de mortalité des animaux liés à la foudre dans le département du sud-Kanem et aux noyades fluviales sont signalés dans la province du Lac. Les marchés connaissent un bon niveau d'approvisionnement de façon globale à la faveur des récoltes qui sont jugées bonnes en zone sahélienne et moyenne dans la zone soudanienne. Ainsi, s'agissant des produits locaux, l'offre constituée de nouvelles récoltes et de stocks reports est satisfaisante sur les différents marchés du pays. L'offre en produits importés constitués de la farine de blé, des pâtes alimentaires, du riz, de l'huile et du sucre est en baisse à cause des perturbations des approvisionnements liée au conflit soudanais, à l'insécurité dans la province du Lac et à la frontière avec la Libye. Cette situation est aussi causée par la hausse du prix du carburant qui augmente depuis un certain temps les coûts de transport.	

Cette amélioration de l'offre est aussi observée sur les autres vivriers qui sont l'arachide, le sésame et le niébé qui proviennent des nouvelles récoltes jugées acceptables cette année surtout en zone sahélienne.

La demande reste moyenne pour la plupart des produits et est constituée des ménages vulnérables ayant été affectés par la mauvaise répartition des pluies et ceux des zones de conflits et de faibles productions.

Pour le bétail, l'offre est bonne à cause des difficultés d'exportation vers le Nigéria et le Niger dues à l'insécurité. Toutefois, il est à signaler que la reprise bien que timide des exportations du bétail sur pied vers la Libye a entraîné une légère hausse de la demande dans la zone sahélienne surtout dans les provinces du Nord-Ouest.

Les prix sont globalement en baisse pour les produits céréaliers en cette période à cause de la bonne disponibilité excepté la zone saharienne qui dépend essentiellement des approvisionnements des autres provinces.

A titre illustratif, comparé à la moyenne des cinq dernières années, le prix du mil est en baisse de 19% à Ati, de 16% au Kanem, de 15% à Biltine, de 14% à Abéché et de 12% à Moussoro. Le prix du sorgho est lui aussi en baisse de 6% à Sarh, de 9% à Doba, de 10% à Moundou, de 12% à Bongor.

Par contre, le prix riz importé est en hausse dans la majeure partie des marchés. A titre d'exemple cette hausse est de 21% à Bongor, de 51% à Mao, 44% à Ati, 74% à Abéché et 60% à Goz-Beida.

Les prix du bétail sont aussi en hausse. Par exemple, le prix des ovins connaît une hausse de 12% à Ati, de 11% à Moussoro, de 25% à Mao, de 26% à Abéché et 29% à Goz Beida. Pour les caprins, il est aussi observé des hausses de 24% à Baguirmi et au Guéra, de 25% à Massaguet et de 28% à Amtiman.

La hausse observée sur les prix du bétail conjuguée aux baisses des prix des céréales ont permis une amélioration des termes de l'échange dans la majeure partie des marchés du pays. Cette hausse est de 29% à Ati, de 67% à Mao et de 17% à Abéché. Cette situation est favorable pour les ménages éleveurs et améliore leur accès

Consommation alimentaire :



L'analyse de la consommation alimentaire indique que 7,3% et 29,1% des ménages du Tchad ont respectivement une consommation alimentaire pauvre et limite. Avec une consommation très monotone, ces deux catégories de ménages consomment en moyenne deux groupes de produits de moins que les ménages ayant une consommation acceptable. Cette consommation se résume à des produits tels que les céréales, tubercules, légumes, sucre, huile, condiments et quelque rare fois la viande, les légumineuses. Par ailleurs, les ménages ayant une consommation pauvre ou limite sont les plus nombreux à connaître des privations plus marquées de nourriture (environ 22%) que ceux ayant une consommation acceptable (environ 12%). Les départements qui concentrent le plus de problèmes de consommation alimentaire sont ceux de Borkou Yala, Amdjarass, Wadi Hawar dans la zone sahélienne, de Guera, Mangalmé, Wadi Bissam, Assoungba, Aboudéia, Mamdi, Wayi, Fouli, Kaya, Batha Ouest dans la zone sahélienne et de Barh Sara, Mandoul Occidental, la Nya, la Pendé dans la zone soudanienne. Dans ces départements, la proportion de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre est élevée, ces derniers ont fait de nombreuses fois l'expérience de la faim et ont développé des stratégies alimentaires caractéristiques d'une situation de stress vécue. Comme il apparaît plus haut, ce déficit important de consommation touche toutes les zones agroécologiques, y compris certaines provinces ou départements qui sont considérés comme des greniers du Tchad.

Evolution des

L'analyse de l'évolution des moyens d'existence montre que 19,9% et 3,8% des ménages ont respectivement développé des stratégies de crise et d'urgence dans

moyens d'existence

:



l'ensemble des zones analysées. Cela traduit une amélioration de la situation par rapport à l'enquête ENSA à la même période l'année dernière (21,7% et 15,8% des stratégies de crise et d'urgence respectivement). Au cours de cette année, des hausses saisonnières normales à tendance baissière des prix avec des impacts moindre sur le pouvoir d'achat des ménages a permis de limiter le recours aux stratégies sévères qui érodent leurs moyens d'existence. Néanmoins, il existe des zones où les ménages ont utilisé de manière massive des stratégies négatives (crise et ou urgence). Il s'agit des départements de Borkou Yala, Baguirmi, Abtouyour, Barh Signaka, Kanem et Nord Kanem, Mandi, Wayi, Pendé, Nya, Nya Pendé, Monts de Lam, Barh Sara, Mandoul Occidental, Mayo Lémié, Mayo Binder, Barh Koh, Djourouf Al Ahmar, Aboudéia, Tandjilé Est, Biltine, Barh El Gazal Ouest, Amdjarass et Wadi Hawar.

La détérioration concomitante des indicateurs de consommation et des moyens d'existence dans certaines zones, les différents chocs subis (afflux massif des réfugiés) ont contribué à la détérioration de la situation alimentaire dans ces zones.

Nutrition :



La situation nutritionnelle reste en détérioration cette année. L'analyse annuelle des admissions montre que la tendance globale des nombres d'enfant de moins de 5 ans malnutris aigus sévères (MAS) admis dans les unités de prise en charge nutritionnelle est en hausse comparés à l'année dernière et à la moyenne des cinq dernières années.

En effet, certaines provinces affichent une variation beaucoup plus importante notamment le Hadjer Lamis (86%), le Moyen Chari (80%), l'Ennedi Est (74%), le Sila (60%), le Logone Oriental (52%), le Ouaddaï (47%) et le Mayo Kebbi Est (38 %). Cette augmentation des admissions pourrait être liée en grande partie à une augmentation de la fréquentation entraînée par l'afflux des personnes déplacées à cause du conflit du Soudan pour les provinces de l'Est et, pour d'autres liée à la bonne sensibilisation (nutrition communautaire) entraînant une hausse du recours aux soins nutritionnels. Certaines provinces comme N'Djamena, le Kanem, le Lac et le Barh El Gazel ont enregistré des baisses relatives des admissions qui pourraient être dues à un arrêt des interventions des organisations non gouvernementales (ONG) dans certaines localités (tel que Ndjamen) liées à une baisse de financement réduisant l'offre de service. Toutefois, dans les provinces de l'Ouest, cette diminution des admissions pourrait être due à une amélioration de la situation nutritionnelle liée aux activités des projets et programmes.

Il est important de signaler que cette situation déjà préoccupante qui dure depuis des années pourrait être exacerbée cette année par des facteurs aggravants comme : les mauvaises pratiques alimentaires, la survenue des épidémies (cholera, rougeole), le faible accès aux services de santé, les baisses des productions agricoles dans la zone soudanienne (zone la plus affectée par la malnutrition), les mouvements de populations liés au conflit au Soudan et à l'insécurité ainsi que la réduction des financements.

Cependant, les perturbations des flux commerciaux dues aux crises au Soudan et à la frontière avec la Lybie et le Niger réduisent par endroits l'accès alimentaire et les Moyens d'Existence des ménages.

La persistance des conflits intercommunautaires et de l'insécurité civile a limité la pratique des activités économiques et l'accès aux services sociaux de base surtout dans les zones frontalières avec le Soudan, la Libye dans la province du Lac. Ainsi, l'afflux massif des réfugiés et retournés à l'Est et la présence des anciens réfugiés et retournés à l'Ouest et au Sud du pays occasionnent une forte pression sur les ressources naturelles, les terres cultivables et le fonctionnement des marchés.

b) Perspectives de la situation alimentaire

A la saison de soudure prochaine, la reprise de la campagne pluviale améliorera la situation pastorale. Cependant, les précipitations et leurs corollaires entraîneront l'apparition des maladies et une dégradation des conditions d'hygiène et d'assainissement. Cette situation conjuguée à la faible consommation alimentaire aux épuisements des stocks de vivres et aux occupations des femmes causeront une dégradation de la situation nutritionnelle. En plus, la tendance haussière des prix pourrait reprendre à cause des baisses des productions dans les bassins de productions du sud du pays et entraînerait une réduction des niveaux des approvisionnements des marchés à la suite des épuisements précoces. Cette situation se dégraderait plus car, les perturbations sécuritaires qui ne connaissent pas d'amélioration surtout à l'Est du pays maintiendront la fermeture des frontières avec le Soudan. En plus, les hausses des prix des carburants se maintiendront et augmenteront ainsi les coûts des transports. Cela réduira les importations et par conséquent la disponibilité alimentaire sur les marchés.

Bien que la bonne disponibilité alimentaire observée en cette période surtout au sahel, et l'amélioration des termes de l'échange rehaussant le pouvoir d'achat des ménages améliore la situation alimentaire des ménages en cette période, les épuisements des stocks pousseront les ménages à s'approvisionner sur les marchés même si ces derniers auraient recours à des stratégies néfastes pour leurs moyens d'existence. Aussi, la présence massive des populations réfugiées, retournées et déplacées internes sur le territoire constitue une pression sur les ressources et accentue surtout la demande sur les marchés.

Tous ces facteurs permettent de soutenir qu'en perspectives, la situation alimentaire des ménages connaîtrait une détérioration pendant la soudure prochaine dans la majeure partie des départements du pays.

SITUATION COURANTE (Octobre - Décembre 2025)

Phase 5 – Famine

Les résultats de l'analyse révèlent qu'aucun département et qu'aucune personne ne sont identifiés en « phase Famine ».

Phase 4 – Urgence

Aucun département n'est identifié en « phase Urgence ». Cependant, **95 621** personnes sont dans cette phase. Ces personnes nécessitent une assistance humanitaire d'urgence y compris une aide alimentaire gratuite, des intrants pour une agriculture d'urgence à cycle très court, ainsi que d'autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 3 – Crise

Trois (3) départements (Guera, Nya Pendé et Barh Sara) sont identifiés en « phase crise » et **1 831 960** personnes se retrouvent dans cette phase. Ces personnes vulnérables, nécessitent une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, des intrants agropastoraux pour assurer une production variée pour l'autoconsommation familiale, et

d'autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 2 – Sous Pression

Quarante-huit (48) départements et **3 915 887** personnes sont en « phase sous pression ». Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais on a besoin d'un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence pour réduire ou au moins maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables.

Phase 1- Minimale

Dix-sept (17) départements sont en « phase minimale ». Les populations se trouvant dans cette phase sont estimées à environ **12 227 265** personnes. Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais nécessitent un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux bas.

SITUATION PROJETEE (Juin - Août 2026)

Phase 5 – Famine

Les résultats de l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle révèlent qu'aucun département et aucune personne ne seraient en « phase Famine ».

Phase 4 – Urgence

Il ressort qu'aucun département n'atteindrait le seuil de 5% pour être classé en « phase urgence ». Cependant, **263 624** personnes seraient dans cette phase, c'est à dire en situation de déficit considérable, avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. Ces populations nécessiteront une assistance humanitaire d'urgence comprenant une aide alimentaire gratuite, des intrants pour une agriculture d'urgence à cycle très court, des compléments en aliments bétail, et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 3 – Crise

Trente-deux (32) départements (Barh El Gazal Nord, Barh El Gazal Ouest, Barh El Gazal Sud, Batha Est, Batha Ouest, Borkou Yala, Borkou, Amdjarass, Wadi hawar, Fada, Guera, Mangalmé, Kanem, Nord Kanem, Wadi Bissam, Fouli, Kaya, Mamdi, Wayi, Ngourkosso, Nya Pendé, Nya, Pendé, Barh Sara, Mandoul Occidental, Barh Koh, Assoungba, Djourouf Al Ahmar, Ouara, Biltine, Iriba et Mègri) seraient en phase de crise. La population dans cette phase est estimée à **2 713 828** personnes. Ces personnes vulnérables, seraient en situation de déficit considérable avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. Elles nécessiteront une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, des ventes de céréales à prix modérés, des intrants agropastoraux pour assurer la production familiale, et d'autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Phase 2 – Sous Pression

Trente-six (36) départements seraient en « phase sous pression ». Les populations estimées à **5 227 902** personnes dans cette phase n'ont pas de besoins immédiats, mais nécessiteront un soutien pour développer leur résilience, renforcer leurs moyens d'existence et s'assurer que la malnutrition aiguë restera contenue à son niveau actuel voire à un niveau réduit.

Phase 1- Minimale

Aucun département ne serait dans cette phase. Les populations dans cette phase sont estimées à environ **9 865 378** personnes. Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais nécessiteront un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux bas.



Méthodologie et difficultés dans l'analyse

a) Démarche entreprise par la Cellule Nationale d'Analyse

L'atelier du cycle d'analyse du Cadre Harmonisé (CH) de novembre 2025 s'est déroulé au Centre Événementiel EDEN PARK de Koundoul. L'atelier a vu la participation massive des membres de la Cellule Nationale d'Analyse (CNA) du CH. Il est dénombré quarante-quatre (44) personnes dont sept (7) femmes (6.29%), issues de vingt-six (26) différentes institutions (Gouvernement, système des Nations Unies, ONG internationales, ONG nationales et personne indépendante). Deux (2) facilitateurs sont envoyés par la sous-région, précisément du CILSS et de SAVE THE CHILDREN, pour accompagner la CNA du Tchad. Durant six (6) jours, les travaux se sont déroulés en plénière et travaux de groupe.

En prélude de l'organisation du CH, un atelier a été organisé dans le même endroit pour traiter et analyser les données de l'ENSA et collecter les données secondaires issues de différents services et institutions pour alimenter la matrice intermédiaire.

Toutes les données qui ont servi à l'analyse sont centralisées par la Cellule Nationale d'Analyse (CNA) du CH. Il s'agit des données issues de l'enquête nationale de sécurité alimentaire (ENSA), du suivi de la campagne agricole, le Proxy calorique intégré, la projection de la population, les résultats du recensement général de l'élevage (RGE), les rapports de points focaux provinciaux du SISAAP, le profil des ZME rapide du Tchad (Rapport spécial du réseau de système d'alerte rapide contre la famine), les résultats des analyses du Cadre Harmonisé 2021 à 2023, les Anomalies pluviométriques, le rapport annuel provisoire de la situation phytosanitaire, la situation du choléra dans l'Est du Tchad, l'afflux des réfugiés soudanais, le draft du rapport d'évaluation de la campagne agropastorale 2025/2026, etc.

Pour garantir leur exclusivité, toutes ces données collectées auprès des services pourvoyeurs d'informations, des Organisations Non Gouvernementales et des agences des Nations Unies ont servi au remplissage de la matrice intermédiaire et ont leur source répertoriées dans les fiches d'analyse.

b) Méthodologie

L'unité d'analyse est le département, 3^{ème} niveau administratif. 68 départements du pays ont été couverts, excepté celui de Haraze-Magueigne qui est inaccessible à cause de l'eau en cette période et qui n'a pas été touché par la collecte. Aussi, la plupart des données ayant permis de renseigner les indicateurs des résultats et les facteurs contributifs sont représentatifs au niveau des départements. Les groupes de ménages réfugiés, retournés et déplacés qui ont été analysés les cycles passés ne sont pas pris en compte dans cette analyse.

L'atelier a démarré par la présentation des différents membres de la Cellule Nationale d'Analyse afin de s'assurer de la participation effective des différents partenaires clés de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'analyse.

A la vue du nombre assez important de ceux qui prennent part pour la première fois à l'analyse, la première journée a été consacrée au renforcement des capacités par un rappel des différents points du Manuel version 3.0 qui a été fait par les facilitateurs.

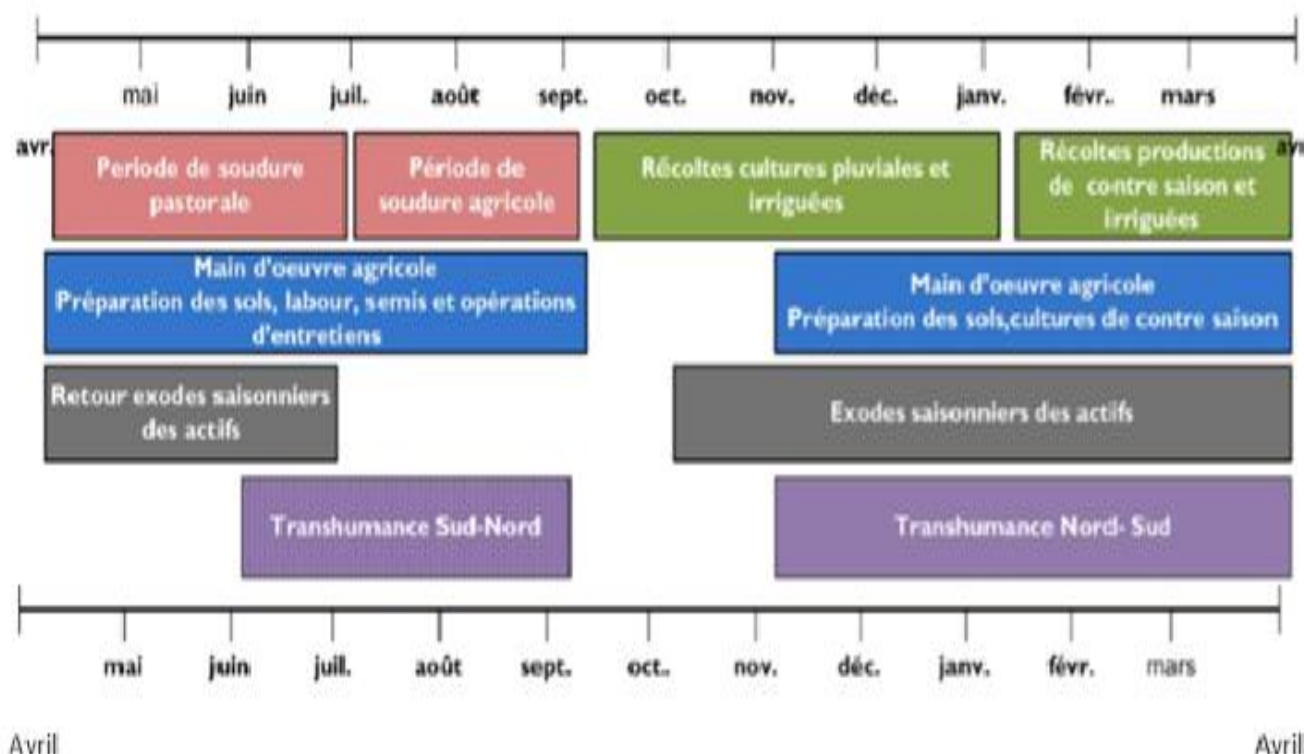


Calendrier saisonnier et suivi des indicateurs

Le calendrier saisonnier de mise en œuvre des activités SAN coordonnées par le SISAAP/SPI/Partenaires comprend :

- Elaboration du Plan National des Réponses (PNR) en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle, Décembre 2025 ;
- Evaluation de la sécurité alimentaire et des marchés, février 2026 ;
- Collecte des données de paramètres clés et analyse des résultats HEA, février 2026;
- Cycle d'analyse du Cadre Harmonisé, mars 2026 ;
- Mise à jour du Plan National des Réponses en faveur des populations vulnérables, avril 2026 ;
- Suivi des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle ; mai à août 2026 ;
- Missions d'évaluation du démarrage de la campagne agropastorale, SISAAP/GTP/FEWS NET/PAM, juillet 2025 ;
- Evaluation de la situation nutritionnelle (Enquête SMART), DNTA/UNICEF, août-septembre 2026 ;
- Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA), octobre 2026 ;
- Collecte des données et analyses des résultats (OA) du HEA, SISAAP/GTHEA, octobre 2026 ;
- Missions d'évaluation de la campagne agropastorale à mi-parcours, SISAAP/GTP/FEWS NET/PAM, octobre 2026 ;
- Evaluation des récoltes de la campagne agropastorale 2026/2027, CILSS/FAO/PAM/FEWS NET/SISAAP/SPI, octobre 2026 ;
- Cycle d'analyse du Cadre Harmonisé, CILSS/SISAAP/Cellule Nationale d'analyse, novembre 2026 ;
- Elaboration du Plan National des Réponses (PNR) en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle, Décembre 2026.

Calendrier saisonnier en rapport avec les activités de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réponses (ci-dessous).



Recommandations

A l'endroit de l'Etat et des Partenaires Techniques et Financiers

- ☐ Renforcer les capacités techniques des membres de la Cellule Nationale d'Analyse du Cadre Harmonisé sur la nouvelle version du manuel CH 3.0 ; former et certifier de nouveaux analystes ;
- ☐ Renforcer les capacités des services pourvoyeurs d'informations dans la collecte et l'analyse de données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- ☐ Mettre à la disposition des producteurs des intrants et matériels agricoles pour les cultures de contre saison, particulièrement le maraîchage ;
- ☐ Elaborer un Plan National des Réponses pour :
 - ✓ Apporter une assistance alimentaire aux populations en phase crise et urgence par des programmes de transfert monétaire, des ventes de produits alimentaires à prix modérés et d'aides alimentaires gratuites ;
 - ✓ Prévenir et prendre en charge les enfants, les femmes enceintes et les femmes allaitantes malnutris ;
 - ✓ Renforcer, diversifier et protéger les moyens d'existence en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et aussi pour les populations en phase sous pression et minimale afin de renforcer leur résilience aux divers chocs ;

- ✓ Appuyer les éleveurs en compléments aliments bétail et intrants vétérinaires dans les zones déficitaires.
- ❑ Assurer le suivi rapproché de la situation alimentaire, nutritionnelle et pastorale dans les zones à risque.
- ❑

A l'endroit du CILSS et des partenaires

- ❑ Continuer à renforcer les capacités techniques des membres de la cellule nationale d'analyse du Cadre Harmonisé sur la formation des facilitateurs, des analystes, et la mise à niveau sur la nouvelle version 3.0 du manuel CH ;
- ❑ Continuer à appuyer techniquement la Cellule Nationale d'Analyse pour la mise en œuvre des deux cycles d'analyse annuelle (coaching et facilitation).



Populations estimées par phase d'insécurité alimentaire

2 ^{ème} niveau administratif	SITUATION COURANTE						SITUATION PROJETEE					
	Population totale en Ph 1	Population totale en Ph 2	Population totale en Ph 3	Population totale en Ph 4	Population totale en Ph 5	Population totale en Ph 3 à 5	Population totale en Ph 1	Population totale en Ph 2	Population totale en Ph 3	Population totale en Ph 4	Population totale en Ph 5	Population totale en Ph 3 à 5
Barh El Gazal	258 184	133 791	74 831	-	-	74 831	188 907	168 571	99 010	10 317	-	109 327
Batha	511 609	248 067	126 620	-	-	126 620	372 863	316 014	181 697	15 723	-	197 419
Borkou	95 681	48 654	25 471	-	-	25 471	70 861	60 673	36 117	2 156	-	38 272
Chari Baguirmi	882 047	107 839	59 654	-	-	59 654	767 466	181 030	97 238	3 805	-	101 043
Ennedi Ouest	111 406	59 421	23 870	-	-	23 870	79 242	72 115	41 392	1 947	-	43 339
Ennedi-Est	75 214	22 143	12 631	-	-	12 631	58 389	32 489	17 683	1 426	-	19 110
Guera	546 212	279 922	144 538	6 167	-	150 705	427 368	344 759	183 770	20 944	-	204 714
Hadjer-Lamis	856 443	130 206	41 902	-	-	41 902	728 089	220 174	80 289	-	-	80 289
Kanem	341 037	173 147	80 291	10 448	-	90 738	244 678	218 302	121 016	20 927	-	141 943
Lac	416 256	240 937	108 844	21 065	-	129 909	292 034	288 754	164 896	41 418	-	206 314
Logone Occid.	841 396	301 054	102 028	5 776	-	107 804	741 346	356 840	143 404	8 664	-	152 068
Logone Oriental	874 806	329 386	196 587	13 314	-	209 901	688 711	421 542	265 758	38 082	-	303 840
Mandoul	697 608	261 102	166 267	14 633	-	180 900	522 632	372 256	216 592	28 131	-	244 722
Mayo Kebbi Est	1 023 550	179 705	68 579	-	-	68 579	850 456	318 630	102 747	-	-	102 747
Mayo-Kebbi O.	837 963	144 473	41 781	-	-	41 781	744 604	186 438	87 102	6 074	-	93 176
Moyen-Chari	741 986	215 931	103 444	5 566	-	109 010	516 103	348 285	189 464	13 075	-	202 539
Ouaddai	714 428	348 328	184 198	15 584	-	199 782	510 163	441 189	277 013	34 173	-	311 186
Salamat	320 191	86 288	41 491	-	-	41 491	270 170	114 125	63 675	-	-	63 675
Sila	525 130	169 807	54 105	-	-	54 105	464 940	207 259	74 904	1 939	-	76 844
Tandjile	919 819	217 696	63 498	-	-	63 498	822 719	280 362	97 932	-	-	97 932
Tibesti	40 048	5 526	664	-	-	664	32 344	10 694	3 199	-	-	3 199
Wadi Fira	596 251	212 464	110 667	3 067	-	113 735	471 295	267 400	168 930	14 824	-	183 754
TOTAL	12 227 265	3 915 887	1 831 960	95 621	-	1 927 580	9 865 378	5 227 902	2 713 828	263 624	-	2 977 452

Pour le détail des estimations des populations par département, prière contacter monsieur Alexis Djétodé, Coordonnateur National du SISAAP, sur cette adresse : alexminagri@yahoo.fr ou (+235) 66 34 60 11 / 99 80 25 24

Contacts

Alexis Djétodé, Coordonnateur National du SISAAP/MPTA-Tchad

BP 441 N'Djamena, Tchad Tel : +235-66 34 60 11/99 80 25 24 ; E-Mail alexminagri@yahoo.fr

Partenaires de l'analyse			 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	 Programme Alimentaire Mondial wfp.org/fr	 Cellule Filets Sociaux
			 CATHOLIC RELIEF SERVICES		
				 THE LUTHERAN WORLD FEDERATION World Service member of actalliance	 Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
			 ACTION POUR LA PROTECTION, LA SANTE, L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PENURIE ALIMENTAIRE (APSELPA) Tel: (+235) 66 21 12 10 / 90 21 12 10 E-mail: ongpsempa@outlook.fr / postpsempa@gmail.com www.apselpa-tchad.org	 USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE	 ZONAL ONG Nationale de développement durable
			 Agir pour être utile		